

## FRANCE 2007 – JEU ET ENJEUX POLITIQUES

Cette année 2007 sera marquée par l'élection présidentielle, la campagne électorale qui s'annonce risque de ne ressembler à aucune autre, car quelque soit le vainqueur de cette élection, le nouveau président devra faire face à de nombreux défis.

Car hors de toute tentation de « *déclinisme* » ou de « *devoir d'optimisme* », le diagnostic que l'on peut faire sur l'état actuel de la France n'est guère encourageant.

En matière économique, le PIB par habitant du pays a chuté de la cinquième à la dixième place entre 1995 et 2005 au sein de l'Union européenne. Le taux de croissance moyen sur les dernières années a été inférieur à celui des pays de l'OCDE. L'endettement s'est fortement accru, en même temps que la charge pesant sur les jeunes générations...

Les indices sociétaux ne sont pas meilleurs. Le niveau d'insatisfaction et de pessimisme des citoyens atteint des sommets et constitue un record européen. Le sentiment d'un déclin national s'est généralisé (il concerne trois Français sur quatre), en même temps que la conviction d'une baisse continue du pouvoir d'achat (globalement infondée, mais la question est complexe...).

La difficulté à vivre ensemble est patente, et les « *fractures* » se sont diversifiées : entre « *nantis* » et « *pauvres* » ; entre fonctionnaires et salariés du privé ; entre « *Français d'origine* » et immigrés de première ou seconde (voire troisième) génération ; entre citoyens et institutions ; entre consommateurs et entreprises...

La société actuelle est « *mécontemporaine* ».

Mais il faut souligner que les Français se portent beaucoup mieux individuellement que collectivement.

Pourquoi la France réagit-elle plus mal que les autres aux bouleversements en cours dans le monde ?

Parce qu'elle reste un lieu de singularités et d'« *exceptions* ». Adeptes du principe de plaisir plutôt que de réalité, les Français travaillent moins qu'ailleurs, préfèrent le statu quo à l'adaptation, la révolution à l'évolution. Ils pratiquent plus naturellement l'affrontement que la discussion, sont plus sensibles à l'émotion qu'à la raison, se penchent plus volontiers sur le passé que sur l'avenir.

Ceux qui en bénéficient campent sur leurs « *avantages exquis* », privilèges souvent obtenus par le jeu de solidarités restreintes, catégorielles ou corporatistes.

Le goût pour le « *local* » et la « *proximité* » est à l'origine d'une myopie collective qui empêche d'appréhender le « *global* » et les bouleversements du monde. Ainsi, certaines « *exceptions françaises* » ne sont plus aujourd'hui des atouts, mais des handicaps.

Entre factures et fractures, le « *modèle national* » apparaît mal en point. Dans ses diverses dimensions (éducation, emploi, protection sociale, santé, intégration...), il ne tient plus ses promesses et ne fait plus référence dans le monde.

Il reste quelques mois aux candidats à l'élection pour expliquer, rassembler, réconcilier à partir d'un projet ambitieux, courageux, en partie impopulaire mais nécessaire. C'est la condition pour en finir avec les illusions françaises.

Heureusement, les Français en sont de plus en plus conscients. Ils savent au fond d'eux-mêmes qu'il faudra bien agir, s'adapter, réformer, et qu'il y a urgence.

Mais ils attendent un signe pour se mobiliser, prendre leurs responsabilités, notamment à l'égard des générations futures, redonner au pays la place qui lui revient.

Il reste quelques mois aux candidats à l'élection pour expliquer, rassembler, réconcilier à partir d'un projet ambitieux, courageux, en partie impopulaire mais nécessaire.

C'est la condition pour en finir avec les illusions françaises et pour faire face aux réalités internationales.

A l'heure où les principaux candidats entrent en scène, l'attention se porte une nouvelle fois sur les sondages, leur influence et leur fiabilité. Sans surprise, c'est surtout le score de Jean-Marie Le Pen qui nourrit les propos, à la fois pour établir que décidément, 21 avril à l'appui, les études d'opinion égarent les citoyens, mais aussi pour éprouver une fois encore le frisson d'une marée brune aperçue à l'horizon.

Et la bipolarisation actuelle du débat n'annonce pas nécessairement une élection sans surprise.

Pour cette raison, et dans un contexte de précampagne, deux catégories de présidentiables sont avantagées, donc surestimées, comme l'écrivait le politologue Jean Charlot :

« Les personnalités au pouvoir, par un réflexe de légitimité, de déférence et du fait de leur surexposition médiatique ; les personnalités populaires, souvent situées au centre, parce qu'elles bénéficient d'un réflexe de sympathie, de soutiens diversifiés dans toutes les familles politiques qui ne se traduisent pas automatiquement par des voix le moment du choix électoral venu. »

En d'autres termes, et d'autant plus que 47% des Français déclarent aujourd'hui que leur opinion et leurs attentes ne sont bien représentées ni par Nicolas Sarkozy ni par Ségolène Royal, la bipolarisation actuelle du débat n'annonce pas nécessairement une élection sans surprise et par ailleurs le véritable arbitre de cette élection présidentielle risque d'être le président actuellement en poste.

Au cours des dernières décennies, la gouvernance a été marquée par la conception, l'exercice, le style du premier président élu au suffrage universel.

La présidence a été marquée par les domaines réservés, les fonctions régaliennes, le président garant et arbitre dans sa version positive, l'exercice solitaire du pouvoir, parfois les dérives monarchiques dans ses aspects négatifs, mais voilà que se dessine en accéléré, depuis la mise en place du quinquennat, sous l'impulsion croisée de la démocratie d'opinion et de la désacralisation des élites, une profonde mutation de la fonction présidentielle.

Du président protégé au président engagé, du président monarque au président citoyen, du visionnaire du long terme au comptable du quotidien, de l'ambassadeur-VRP au pompier-réassureur, du chef des armées au gestionnaire de crise, du garant de l'intérêt général au premier défenseur de toutes les victimes, le président de 2007 ne ressemblera en rien à ses prédécesseurs.

Les citoyens l'ont bien compris et ils feront leur choix en fonction de critères nouveaux.

Ainsi, l'expérience perd de sa valeur aux yeux de l'électeur quand celui-ci a le sentiment, même à tort, que toutes les recettes du passé ont échoué.

Ainsi l'expertise, le fait d'être le meilleur spécialiste, a moins de crédit quand partout, sur tous les sujets, l'opinion se méfie des experts et de ceux qui savent ou disent qu'ils savent.

Dans le même esprit, la figure du président « décideur » sera moins recherchée dans un moment où les capacités d'écoute, de dialogue sont au zénith.

Enfin, dans un pays qui a la tentation du repli, la dimension internationale a aujourd'hui moins d'importance que la capacité du candidat à répondre au problème du pouvoir d'achat, du logement, de l'emploi ou de la sécurité.

Beaucoup de ceux qui briguent la fonction suprême l'ont compris. Pour réussir à triompher dans une campagne fondamentalement nouvelle, ils devront démontrer que leur succès marquera demain l'avènement d'une présidence et d'une France nouvelle.

**N. ZAMMIT Ph.D**